

# DE FEMMES EN POLITIQUE



Table de concertation  
des groupes de femmes  
du Bas-Saint-Laurent



Table de concertation  
des groupes de femmes  
de la Montérégie

Table de concertation  
du mouvement



des femmes  
de la Mauricie



ZONE  
CAMPUS  
LE JOURNAL DES ÉTUDIANTS DE L'UQTR

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE**  
Pour diffusion immédiate

## **Sept municipalités bas-laurentiennes s'engagent pour favoriser la présence des femmes sur les conseils municipaux**

**Matane, le 26 novembre 2018** – Dans le cadre du projet « Plus de femmes en politique? Les médias et les instances municipales, des acteurs clés » mené par la Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent (TCGFBSL) et ses partenaires, sept municipalités de la région ont accepté d'agir à titre de « laboratoire de pratique » et d'expérimenter des actions pour favoriser la participation des femmes en politique municipale.

Il faut rappeler que l'an dernier, plus d'une centaine d'élues et d'ex-élues des trois régions participantes (Mauricie, Montérégie et Bas-Saint-Laurent) s'étaient exprimés, au cours de groupes de discussion tenus dans les différentes MRC, sur les obstacles à l'accès et au maintien en poste des femmes sur les conseils municipaux et, surtout, sur les manières de lever ces obstacles. Ce sont ces idées bien concrètes qui ont amené à cibler trois stratégies (structure, climat, communications) devant être expérimentées au Bas-Saint-Laurent. Depuis le début de l'automne, les municipalités de **Saint-Pascal de Kamouraska, Saint-Elzéar-de-Témiscouata, Rivière-du-Loup, Sainte-Luce, Price, Sainte-Flavie et Matane** se sont jointes au projet.

### **Les communications : les exemples de Matane et Rivière-du-Loup**

Une étude réalisée par l'UQAM dans le cadre du projet concluait récemment que la médiatisation des candidatures de femmes lors des élections de 2017 était encore plus inégale que leur représentation, 37% de candidates occupant 29% de l'espace médiatique. « Il faut donc revoir la façon de communiquer avec la population afin de rendre plus visible et d'attirer davantage les femmes en politique municipale, constate Brigitte Michaud, coordonnatrice de la TCGFBSL. C'est ce que les villes de Matane et de Rivière-du-Loup se sont données comme objectif. »

Dans le plan d'action réalisé dans le cadre du projet, la Ville de Matane s'engage notamment à rendre plus visible les réalisations des comités de travail moins médiatisés. « De manière générale, quand on regarde les comités de travail sur lesquels siègent les élu.e.s, on constate que ceux qui défraient la manchette sont souvent liés à l'économie, où les hommes sont plus visibles. Les dossiers comme la culture et la vie communautaire, où les femmes sont souvent plus actives, sont quant à eux moins médiatisés, explique Catherine Berger, agente de projet pour le secteur est. En planifiant des activités de communication qui mettent de l'avant ces comités, on vise à ce que ceux-ci et les élu.e.s qui les portent soient davantage présent.e.s dans les médias. »



Condition féminine Status of Women  
Canada Canada

À Rivière-du-Loup, depuis tout récemment, les appels de candidatures pour combler des postes au sein des comités de travail de la Ville se font également par l'intermédiaire des réseaux sociaux afin de rejoindre un plus grand nombre de citoyen.ne.s. « Cette mesure est susceptible d'ouvrir la porte à davantage de diversité, et notamment à plus de femmes et de jeunes, car elle permet de sortir des réseaux traditionnels, observe Annick Mercier, agente de projet pour le secteur ouest. C'est une mesure intéressante que nous pourrons évaluer dans le cadre du projet, notamment si la rédaction épïcène (ou inclusive) est utilisée. La participation des citoyennes et citoyens sur des comités municipaux constitue une excellente manière de rendre plus concrète et plus accessible la fonction d'élue ».

### **Les suites du projet**

Les plans d'action adoptés par les sept municipalités laboratoires de pratique se déploieront au cours des prochains mois. Dès l'automne prochain, les résultats permettront de cerner les meilleures pratiques afin d'inspirer d'autres municipalités à entreprendre aussi des actions en faveur d'une représentation plus égalitaire.

### **Rappel du contexte**

Rappelons que les femmes sont minoritaires dans les instances démocratiques québécoises et canadiennes et sont confrontées à plusieurs obstacles qui, dans un premier temps, freinent leur participation à la vie politique et dans un deuxième temps, modifient leurs expériences de la vie publique. À cet égard, la représentation des femmes dans les instances municipales est en relative stagnation passant de 28% de candidatures féminines en 2009, à 28,8% en 2013 et 31,3% en 2017. Par ailleurs, les femmes ne constituent en 2013 que 17% des candidatures à la mairie et 19,8% en 2017.

*Le projet « Plus de femmes en politique ? Les médias et les instances municipales, des acteurs clés ! » est rendu possible grâce à un financement triennal de Condition féminine Canada. Les partenaires impliquées dans ce projet sont la Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent (TCGFBSL), la Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie (TCMFM), la Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie (TCGFM), de même que le Groupe des médias étudiants (GME) de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR).*

- 30 -

### **Source :**

Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent  
Catherine Berger, agente de projet – secteur Est  
Tél. : 418-562-7996 / Cell. : 418-556-3062 / [cbtcfbsl@gmail.com](mailto:cbtcfbsl@gmail.com)

